

En pratique cette tactique se concrétise dans le travail ouvrier, où le travail de tendance systématique dans les syndicats se combine avec la mise en avant dans les luttes de structures de démocratie ouvrière (comités de grève, piquets d'autodéfense) et de soutien (comités de soutien); mais aussi avec l'intervention autonome des groupes Taupes et la création de comités ad-hoc pour certaines campagnes (armée), ou de Comités FSI.

Dans les apparitions centrales, cette tactique se concrétise en fonction d'appréciations circonstancées qui donnent lieu régulièrement à des débats passionnés. Les derniers en date sont ceux occasionnés par le 1er Mai et le 7 juin. Et il faut noter encore que notre attitude a dépendu de considérations tactiques et non de principes: la différence des solutions selon les villes l'atteste. Pour le 1er Mai: à Montpellier, nous avons participé à la manif intersyndicale; à Toulouse à la manif CGT seule et à la manif des révolutionnaires; à Paris seulement à la manif des révolutionnaires. Le 7 juin en revanche, à Toulouse ou à Rouen nous n'avons pas fait d'apparition autonome, notre implantation syndicale nous permettant de mener une bataille directe dans le mouvement syndical. A Paris, malgré les difficultés et au prix de divergences au sein du BP, face au projet politique du PCF réalisé par CGT interposée, nous avons affirmé notre présence, ce qui nous aide face à la CFDT.

Dans la lutte anti-impérialiste, le FSI est un instrument particulièrement adéquat à cette tactique dans la mesure où il bénéficie de l'aval des Vietnamiens. Par le biais du FSI, nous pouvons imposer l'unité d'action comme ce fut le cas dans les manifestations ou dans certains meetings (Antibes, Condom) et garder l'initiative pour relancer l'action (6 novembre).

Enfin au niveau des mots d'ordre, cette tactique éclaire mieux la façon propagandiste dont nous utilisons, en particulier dans le manifeste, la formule de gouvernement des travailleurs. Vu ce que nous demandons à un gouvernement des travailleurs, il est illusoire d'espérer un gouvernement des travailleurs dont nous ne soyons pas partie prenante. Ce qui supposerait encore un Front unique entre nous et les réformistes. C'est pourquoi la formule garde un sens essentiellement propagandiste. En pratique nous pouvons être amenés à soutenir électoralement une alliance PS-PC, à défendre certaines mesures sociales, cela ne justifierait pas qu'on lui accorde la qualification de gouvernement des travailleurs. Une victoire, très hypothétique, de la gauche sur le terrain électoral, rapprocherait les échéances d'affrontement et réclamerait au contraire de notre part un renforcement de la défiance des masses. Dans cette optique, la tactique électorale doit être relativisée. Face à un Etat fort qui a vidé le jeu parlementaire de son contenu, de fait le rôle des élections se trouve réduit. Mais plus nous serons capables d'affirmer notre présence directe sur le terrain de la lutte des classes, plus nous systématiserons nos activités extra légales en matière d'anti-militarisme, d'anti-fascisme et de lutte contre les milices patronales, plus nos marges tactiques en matière électorale seront larges. Un vote PS-PC par exemple ne signifierait pas, dans ce contexte, que nous voyons dans l'alliance PS-PC un front de classe, mais que nous nous déterminons en fonction du sens que prend le vote pour les travailleurs; compte tenu que nous affirmons en même temps notre plus totale indépendance d'action.

● 3) Les conséquences sur le système d'organisation

La tactique que nous pratiquons de fait, n'est pas indifférente au système d'organisation que nous construisons.

Nous avons déjà vu que dans la tactique du Front Unique Ouvrier, la conquête de sigles (même faisant de type FO), la définition du mouvement étudiant comme mouvement syndical jouent un rôle fondamental. En ce qui nous concerne nous ne nous attelons pas à la construction d'un mouvement ouvrier rénové au sein de l'ancien. A travers notre travail de masse nous découvrons des courants révolutionnaires, des fronts qui

ne peuvent rompre avec le stalinisme sans être polarisés autour de positions révolutionnaires.

De là viennent les ambiguïtés de toutes nos structures de masse. La tendance syndicale, c'est le projet dans le cadre duquel nous travaillons. Nous concrétisons ce projet à travers des batailles syndicales dans les luttes, dans les congrès syndicaux, où, sur la base de propositions limitées, nous faisons apparaître un courant radicalisé. Ce courant n'est pas stable, c'est à coups répétés, à travers une série de batailles liées à notre stratégie générale que nous consolidons ce courant. Comme nous l'avons déjà dit, la tendance n'est pas une réalité organisationnelle permanente, elle se découpe en pointillé par une série de batailles. En revanche, il peut se décanter un noyau actif, quasi permanent de la tendance; composé d'inorganisés, ou surtout de syndicalistes, ou de militants politiques laissés sans directives par leur organisation, et qui acceptent un travail avec nous dans le syndicat. Ce type de regroupement, plus ou moins stable, représente davantage un courant politique acceptant de travailler dans le cadre du syndicat, qu'une tendance telle que nous la projetons. C'est ce problème là qui est à l'origine des difficultés à définir les Groupes Taupes, les fractions élargies (exagérément parfois). C'est aussi cette situation qui justifie durablement le rôle des GT.

De même si nous voulions affirmer notre courant dans une optique de FUIO, il serait logique de constituer la FNCL, l'EE comme les pendants à l'université des tendances syndicales. D'où la tentation d'affirmer la FNCL comme une nouvelle UNEF, tentation dont relève la démarche auprès du SNESup (dans la mesure où la FNCL s'est abstenue de prendre des positions directement politiques dans l'affaire du souk par exemple). D'où la tentation aussi de définir l'EE comme la composante enseignante déjà construite de la tendance intersyndicale. Alors qu'historiquement et en raison de la crise des structures de formation, en raison de leur place par rapport aux centres productifs, l'EE est inévitablement une structure ambivalente: jouant le rôle de tendance dans le syndicat, mais vivant comme un courant politique (permanence, presse indépendante, stages, etc). C'est en acceptant ce caractère double de l'EE qu'on peut l'engager dans des opérations du type de l'affaire Bertin.

C'est cette question qui pointait déjà derrière le débat sur l'ORJ. En fait nous ne reconstruisons pas le mouvement ouvrier en prenant soin de bien mettre en place tous les appendices classiques du parti révolutionnaire. Le parti que nous construisons ne se réduit pas, à la différence de l'OCI, à la fraction centrale d'un réseau de syndicats ou de tendances, flanqué d'une organisation jeune, et soucieux d'atteindre la taille requise pour prétendre au FUIO. Nous construisons un centre nerveux qui doit permettre de systématiser le débordement du mouvement ouvrier traditionnel en développant en son sein et à l'extérieur nos divers fronts de masse. C'est une opposition imagée et par conséquent schématique, mais il est certain qu'il y a là une différence importante. Et c'est pourquoi le débat sur l'ORJ était si vif, il s'agissait de savoir quel type d'organisation construire, apte aux tâches que nous nous fixons.